

Écosocialisme

Jean-Marie Harribey

dans Dominique Bourg, Alain Papaux, *Dictionnaire de la pensée écologique*, Paris, PUF, 2015, p. 371-374

Plusieurs raisons expliquent que, au début du XXI^e siècle, les concepts de communisme, de socialisme et d'écologie soient mis en relation. Le modèle de socialisme d'État construit après la Révolution d'Octobre s'est effondré. Outre son caractère totalitaire, il n'avait pas su ni pu proposer autre chose qu'un développement des forces productives dont l'impact écologique était tout aussi désastreux que celui du système capitaliste. D'un autre côté, l'entrée en crise du capitalisme mondialisé, dans le cadre d'un régime d'accumulation financière qui s'est imposé à la fin du XX^e siècle, a révélé une double impasse : l'impasse sociale d'une accumulation destinée à enrichir toujours davantage les propriétaires du capital au nom de la « valeur pour l'actionnaire » ; et l'impasse d'un mode de développement productiviste qui épuise les ressources naturelles, pollue la planète, réduit la biodiversité et réchauffe le climat. Ainsi se rouvre, dans une perspective nouvelle, une espérance communiste qui soit fécondée par la conscience écologique.

Quelles sont les conditions et les formes de cette rencontre ? Il y a un renouvellement des fondements théoriques par une relecture de la pensée de Marx et l'élaboration d'une *praxis* autour d'un projet « écosocialiste ».

1. Renouveau des fondements théoriques

Les révolutions prétendument socialistes du XX^e siècle se sont réclamées de Marx et ont imposé une vision de son œuvre selon laquelle le passage « du règne de la nécessité à celui de la liberté » n'était possible que dans une société communiste d'abondance. Et il est vrai que Marx lui-même avait formulé les choses ainsi dans *Le Capital*. De ce fait, il restait pour une part prisonnier de l'esprit de son siècle où l'idée du progrès matériel infini, permettant le progrès humain, était prédominante. Cependant, de nombreux travaux établissent aujourd'hui que Marx et Engels furent deux observateurs très attentifs aux dégâts que l'accumulation capitaliste provoquait sur la terre et les ressources. John Bellamy Foster montre ainsi que, pour Marx, il s'agit d'une « rupture métabolique entre la production humaine et ses conditions naturelles », illustrée par la pollution des villes, la perte de fertilité des sols et la coupure des villes et des campagnes. Loin d'une vision mécaniste, Marx avait donc une conception matérialiste des rapports sociaux et de l'insertion de ces rapports dans la nature, avec laquelle le « marxisme appliqué » en Union soviétique a rompu.

Les deux contradictions du capitalisme

Il s'ensuit que le concept moderne de soutenabilité écologique trouve un écho au sein de la théorie cherchant à concilier l'abolition des rapports sociaux capitalistes et le dépassement du productivisme. Cette double perspective rejoint la conception de co-évolution de l'histoire humaine et de l'histoire de la nature qui est aujourd'hui approfondie par les scientifiques : la co-évolution ne réduit pas la société à la nature ni la nature à la société mais explore leurs interactions. Elle permet de surmonter l'opposition traditionnelle entre les partisans d'une écologie centrée sur l'homme et ses besoins, souvent à connotation utilitariste, et ceux d'une écologie centrée sur la nature. À condition toutefois d'intégrer ce que James O'Connor appelle la « première contradiction » du capitalisme entre capital et travail et la « seconde

contradiction » du capital par rapport à la nature. Il subsiste donc un débat parmi les marxistes écologistes contemporains : Marx a-t-il négligé la seconde contradiction pour privilégier la lutte des classes inhérente à la première ?

Richesse et valeur incommensurables

Une autre manière de poser cette question est d'examiner la distinction et le rapport entre richesse et valeur. En radicalisant l'économie politique anglaise qui avait repris sur ce point une intuition d'Aristote, Marx n'a cessé d'affirmer que la véritable richesse était les valeurs d'usage, au-delà de la forme de marchandise que leur donnait le capitalisme, et que, par conséquent, la nature était autant source de richesse que le travail, mais pas de valeur : « La terre peut exercer l'action d'un agent de la production dans la fabrication d'une valeur d'usage, d'un produit matériel, disons du blé. Mais elle n'a rien à voir avec la production de la *valeur du blé*. » Il anticipait et réfutait ainsi toutes les idéologies actuelles sur les prétendues « valeur économique intrinsèque » de la nature et « valeur économique des services rendus par la nature » que l'on trouve dans les expertises des organisations multilatérales au sujet du développement durable ou de la croissance verte.

L'impossible accumulation infinie

Toutes ces questions anciennes sont rouvertes aujourd'hui au vu de la double crise capitaliste et écologique. Le développement des forces productives n'est pas infiniment possible et le progrès technique n'est pas le sésame de l'abondance illimitée. Les choix politiques retrouvent alors toute leur importance pour éviter les deux écueils que sont, d'un côté, l'illusion qu'il suffit de changer les rapports de propriété pour que la technique soit au service du socialisme, au risque de retomber dans les erreurs des révolutions du XX^e siècle, et, de l'autre, une critique de la technique en soi, au risque d'un déterminisme technique condamnant a priori toute tentative d'émancipation.

2. Une praxis pour l'écossocialisme

Dans l'imaginaire et les concepts du socialisme et du communisme la *praxis*, c'est-à-dire la fusion entre la pensée et l'action humaines, a toujours occupé une place centrale. Ainsi, dans les *Manuscrits de 1844* et les *Thèses sur Feuerbach*, Marx fait de la *praxis* l'acte d'auto-engendrement de l'homme par lequel celui-ci forge sa propre émancipation. Au vu de l'échec sur ce plan des révolutions menées par le mouvement ouvrier, ou au nom de celui-ci, un courant se réclamant de la critique marxiste du capitalisme et de l'écologie tente aujourd'hui de construire un projet « écossocialiste ».

Aux confluent de l'humanisme des Lumières et de l'humanisme socialiste, puisant aussi bien chez Benjamin que chez Adorno et Horkheimer ou Gorz, l'écossocialisme se veut une synthèse visant à redéfinir radicalement le sens du progrès dans un cadre post-capitaliste et non productiviste. Sans qu'ils soient regroupés dans un mouvement unifié et d'accord sur tout, on peut citer notamment Elmar Alvater, Ted Benton, Paul Burkett, Barry Commoner, John Bellamy Foster, Jean-Marie Harribey, Joel Kovel, Michael Löwy, James O'Connor, Daniel Tanuro comme représentatifs de cette voie de recherche. Plusieurs traits significatifs se dégagent de leurs travaux, à partir de l'idée fondatrice selon laquelle la logique capitaliste du profit et de l'accumulation infinie est incompatible avec l'écologie.

La valeur d'usage avant la valeur d'échange

Pour stopper la tendance inhérente au capitalisme à étendre toujours davantage le champ de la marchandise, la priorité doit être donnée à la production de valeurs d'usage par rapport à celle qui ne vise qu'à accroître la sphère de valorisation du capital. Apparaît alors la

nécessité de borner strictement l'influence du marché, comme régulateur des décisions économiques par le biais de prix qui sont toujours l'expression de la concurrence des capitaux et qui ne peuvent pas prendre en compte tous les coûts sociaux. Ce qui constitue un premier décalage avec la tradition marxiste qui a longtemps prévalu : le marché et la monnaie ne s'identifient pas au capitalisme car ils sont indispensables à celui-ci, mais la réciproque n'est pas vraie et ils ne disparaîtront pas avec lui.

Une transition sociale et écologique

Le passage d'une société inégalitaire et productiviste à une société écosocialiste nécessite une transformation des systèmes énergétiques, des transports et de l'urbanisme pour les rendre moins émetteurs de gaz à effet de serre et éviter un trop fort réchauffement climatique. Pendant cette phase de transition, la réduction des inégalités est cruciale afin que les populations acceptent de faire évoluer leurs modes de consommation et de réduire leur empreinte écologique. L'accès à des services publics et à une protection sociale de haut niveau participe à une extension de la sphère socialisée et de la gratuité, dans le cadre d'une planification démocratique des investissements et des choix stratégiques permettant la transition écologique.

Une question ne fait pas encore consensus : faut-il s'orienter vers la décroissance de la production dès lors qu'on amorce une sortie du capitalisme ? Au sein du courant écosocialiste, certains seraient enclins à opter pour cette voie ; d'autres préfèrent mettre l'accent pendant toute la phase de transition sur l'utilisation des gains de productivité qui subsisteront, à condition qu'ils soient obtenus sans intensifier le travail et sans ponction irrémédiable sur la nature, pour réduire le temps de travail.

Les biens communs de l'humanité

La question de la propriété est réintroduite par la théorie écosocialiste comme clé de voûte de la transition. Mais sous une forme nouvelle : il ne s'agit plus seulement de collectiviser les moyens de production matériels, ce qui reste cependant nécessaire, mais aussi et peut-être surtout de préserver la propriété collective des biens communs de l'humanité, notamment l'eau, les ressources vitales et les connaissances. La culture et toutes les découvertes scientifiques doivent être libres de tout droit de propriété privée : par exemple, doit être exclue la brevetabilité du vivant.

C'est une condition *sine qua non* du partage à l'échelle de l'humanité de toutes les ressources qui peuvent contribuer à un bien-être de qualité de tous les humains. Dans ce but, l'immense dette écologique accumulée par les pays capitalistes du Nord envers les pays du Sud depuis cinq siècles de pillage colonial et de développement industriel prédateur ne peut être compensée que par un accès de tous les peuples aux biens communs. Un nouvel internationalisme des peuples est à ce prix.

Un projet politique

À cet égard, l'écosocialisme n'est plus seulement une théorie. Il émerge en tant que projet politique autogestionnaire et écologiste dont les forums sociaux mondiaux commencent à se faire l'écho. En 2001, fut adopté le « Manifeste écosocialiste international ». Et l'Ecosocialist International Network a présenté la « Déclaration écosocialiste de Belem » en 2009 comme une alternative au capitalisme productiviste et à l'écologie de marché : « L'écosocialisme implique une transformation sociale révolutionnaire, qui nécessitera la limitation de la croissance et la transformation des besoins par un transfert radical de critères économiques quantitatifs et vers des critères qualitatifs, une importance de la valeur d'usage au lieu de la valeur d'échange. Ces objectifs exigent le contrôle démocratique de la sphère économique, en permettant à la société de définir collectivement ses buts d'investissement et

de production, et la collectivisation des moyens de production. Seules la prise de décision et la propriété collective de la production peuvent offrir la perspective à long terme qui est nécessaire pour l'équilibre et la durabilité de nos systèmes sociaux et de la nature. »

Bibliographie

BENTON T., « Marxisme et limites naturelles », *Actuel Marx*, n° 12, 1992, p. 59-95.

BURKETT P., *Marx and Nature : A Red and Green Perspective*, London, Palgrave Macmillan, 1999.

ECOSOCIALIST INTERNATIONAL NETWORK, « The Belem Ecosocialist Declaration », 2009.

FOSTER J.B., *Marx écologiste*, Paris, Éd. Amsterdam, 2011.

HARRIBEY J.-M., *La richesse, la valeur et l'inestimable, Fondements d'une critique socio-écologique de l'économie capitaliste*, Paris, Les Liens qui libèrent, 2013.

KOVEL J., *The Enemy of Nature : The End of Capitalism or the End of the World ?*, New York, Zed Books, 2007.

LÖWY M., *Écosocialisme, L'Alternative radicale à la catastrophe écologique planétaire*, Paris, Mille et une nuits, 2011.

O'CONNOR J., « La seconde contradiction du capitalisme : causes et conséquences », *Actuel Marx*, n° 12, 1992, p. 30-40.